

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Cible

Echecs

La consultation du 18 juin fut celle des échecs cuisants. Echec pour l'Europe puisque, en France comme ailleurs, les opinions publiques se sentent peu concernées: telle est la conséquence des discours aberrants tenus sur le marché unique, dans le plus parfait mépris des réalités et des enjeux européens. Echec pour Fabius, qui n'avait pas su ou pas voulu imposer à l'appareil socialiste une liste de majorité présidentielle, et pour le parti socialiste prisonnier de ses luttes de courants. Echec pour les renouvateurs de la droite et pour le P.C.. Echec relatif de Giscard, puisque ses députés seront moins nombreux qu'avant, et qu'il ne pourra présider l'Assemblée de Strasbourg.

Au total, échec de la classe politique traditionnelle face à ceux qui, de Waechter à Le Pen, revendiquent d'une manière ou d'une autre une forte identité. Si la classe politique ne comprend pas que cette question de l'identité est aujourd'hui au cœur du souci politique, elle fera courir à elle-même et au pays de sérieux dangers.

Quel avenir
pour les systèmes
totalitaires ?



M 2242 - 518 - 12,00 F



Astérix et les marchands de vent

Des parcs d'attractions aux centres d'intérêt aussi différents que la science, les technologies nouvelles ou des héros de bandes dessinées, commencent à voir le jour un peu partout en France. Dans la première catégorie: la Géode et la cité des sciences de la Villette, le Futuroscope de Poitiers. Dans la deuxième: Mirapolis à Cergy-Pontoise, le Schtroumfland de Lorraine et, en attendant le Disneyland de Marne-la-Vallée, le parc d'Astérix qui vient d'ouvrir ses portes à Plailly, dans l'Oise, à moins d'une heure de Paris, par l'autoroute du Nord.

Dès les premières minutes de la visite, on est frappé par le manque d'intérêt des promoteurs du Parc pour la spécificité de la B.D. de Goscinny et Uderzo. Sans vouloir jouer les rabat-joie, car il faut reconnaître qu'une journée passe très vite tant les activités et attractions proposées sont variées, il faut dire que le thème des «aventures d'Astérix le gaulois» est insuffisamment exploité. Ceci est d'autant plus dommage que lorsque les concepteurs jouent cette carte à fond, notamment le village gaulois et le camp retranché de Petibonum, la qualité est au

rendez-vous. Parmi les plus grandes réussites on peut citer les maisons de la via Antica, qui évoquent, par leur architecture les pays traversés par Astérix et Obélix, au cours de leurs pérégrinations à travers le monde. La palme revenant à la maison de Numérobis architecte égyptien, dans «Astérix et Cléopâtre». Malheureusement, ces réalisations sont détournées de leur destination première (la distraction) et squattées par des marchands de gadgets divers.



Il convient aussi de souligner la performance des architectes qui ont reproduit, en grandeur réelle une rue de Paris à trois

époues différentes (au Moyen-Age, sous la Révolution et à la Belle Epoque) même si le rapport avec Astérix est assez lointain.

Pour le reste (le grand huit, le grand splash et la descente du grand styx), il s'agit ni plus ni moins d'attractions déjà rencontrées ailleurs. Le bilan est donc des plus contrastés et l'amateur de la B.D., déçu. Pourtant, le Parc avait tout pour réussir, et notamment, l'originalité du sujet. Car à l'inverse du futur Disneyland de Marne la Vallée qui bénéficiera de l'expérience américaine et sera, de ce fait, une copie conforme,

dans la réalisation comme dans l'imaginaire, de son grand frère californien, les concepteurs français d'Astérix avaient la possibilité d'innover. Ils ne s'en sont d'ailleurs pas privés mais, les financiers, trop préoccupés par la rentabilisation du projet, n'ont pas suivi. Un exemple, parmi d'autres, significatif de l'état d'esprit dans lequel a été réalisé le Parc: les moules coûtant trop chers ce sont souvent les mêmes mannequins qui ont été utilisés pour représenter les Romains (essentiellement deux personnages inspirés de l'album «Astérix en Corse»), alors que le projet initial était plus ambitieux.

A la sortie les visiteurs ont tous fait l'acquisition d'un gadget (peluches, tee-shirts ou sweat-shirts décorés, porte-clefs,...) et ne tarissent pas d'éloges sur les manèges à sensation. Mais Astérix est curieusement absent de leurs conversations: c'est peut-être parce que le Parc manque d'âme et qu'il n'est pas habité sinon par les marchands.

Il y a belle lurette que les gaulois ne résistent plus à l'envahisseur, même dans le village d'Astérix. Dommage.

Reportage de
Patrice LE ROUE

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Astérix et les marchands de vent - p.3: L'ambition d'une île - L'argent - p.4: La tradition véritable - Triste campagne - p.5: Quand l'Europe sera une - 6/7: Les Juifs et la Révolution - p.8: Monarchie et royauté - Traversée de siècle - p.9: De la Terreur - p.10: Sur la trace des dieux - Qui vivra Vera - p.11: Action royaliste - p.12: Il n'y a pas de printemps.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57

Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'ambition d'une île

Max Siméoni, leader de l'UPC mandaté par les autres tendances nationalistes corses, figure en position d'éligible sur la liste des « Verts » à l'élection européenne.

Ce serait méconnaître la forte personnalité de l'île que d'en conclure à la récupération des autonomistes par le mouvement d'Antoine Waechter... La vérité est que l'*Unione di u Populu Corsu* et *Cuncolta Naziunalista* ont si bien intégré à leur combat la dimension de l'environnement qu'ils n'ont laissé aucun créneau au curieux amalgame anarcho-nostalgique qui, sur le continent, se farde en écologiste. L'autre évidence, plus inconfortable pour la représentation française, est qu'elle va retrouver en face d'elle à Strasbourg, pour contester, voire tenter procès fondamental à son action, un militant de l'autonomie à qui l'assemblée, et le « cartel » des autres nationalités minoritaires, offriront une chambre d'échos.

Allons-nous tolérer cette ingérence, attendre que Madame Thatcher, forte de sa belle expérience en Irlande du nord, vienne donner à la France des leçons de conduite à l'égard de ses peuples. Ou risquer qu'entraîné par l'idéologie dure des Basques de l'ETA, l'autonomisme corse se radicalise en léninisme ?

On aimerait que, pour l'éviter, le gouvernement consente à prendre enfin les moyens de peser sur l'histoire en anticipant sur elle plutôt que de feindre ensuite la surprise outrée. Les pertinentes analyses entendues dans la bouche du Président, de Michel Rocard, de Louis Joxe, l'inauguration du statut particulier, les promesses faites à plusieurs reprises d'assainir le jeu électoral, de consentir à la personnalité linguistique, de concorder de nouveaux équilibres écono-

miques avec les responsables de l'île, tout prouve que les gouvernants ont pris intellectuellement la mesure de la situation corse et ne considèrent pas ses ambitions comme illégitimes. N'ayant pas celles du cynisme ou de l'innocence, personne ne leur concèdera d'excuses s'ils sont dans quelques mois dépassés par les événements.

tournements de fonds publics, l'illégalité cent fois prouvée des listes et pratiques électorales sont censés demeurer pudiquement hors débat.

Or, la trêve des attentats par l'ex-FLNC, si elle se prolonge, laissera de plus en plus affleurer ce contenu politique: privée de la diversion malsaine que lui procurait les violences, l'opinion intérieure sera, de plus en plus, choquée de l'étrange tolérance qui d'avance amnistie la corruption des élus, encour-



Max Siméoni

Non, la crise corse ne se résume pas dans les revendications qui ont mobilisé pendant sept à huit semaines ce printemps la majorité de ses fonctionnaires et professions indépendantes, et il est dangereux de vouloir tout réduire au dialogue de sourds d'une inter-syndicale, muselée par le com-père CGT, et d'une administration soucieuse des deniers publics. Le refus des ministres d'engager la négociation séparément avec les syndicats porteurs d'un projet spécifique (CFDT, SGEN, Syndicat des Travailleurs Corses) signifie seulement que l'ampleur de la gabegie économique, les dé-

rage les méfaits d'un clanisme décadent, et réduit la fonction de l'Assemblée de Corse très en deçà des latitudes inscrites dans ses statuts. Et comme le rendez-vous est quasi officiellement pris pour relancer en automne la revendication étouffée ce printemps, il faudra que la « méthode Rocard » consente à prendre en compte d'autres virtualités que le « pourrissement » du mouvement.

Car c'est le cadavre du jacobinisme et de l'impérialisme qui empest. 1989 serait une excellente année pour procéder à son enterrement.

Luc de GOUSTINE

L'argent

Lorsque j'entends parler d'amnistie, je sors mon amendement. Tel fut le réflexe de certains députés socialistes, lorsqu'ils eurent connaissance du projet d'amnistie des militants guadeloupéens emprisonnés. S'agissait-il d'élargir la mesure à d'autres catégories de personnes emprisonnées ? Non point. L'amendement prévu était destiné à l'auto-blanchissement des députés eux-mêmes, à l'effacement des vilaines affaires de fausses factures qui peuvent sortir à tout moment.

Ainsi conçue, la manœuvre était d'une rare indécence puisqu'on cherchait ainsi à confondre un geste d'apaisement politique et une question touchant des intérêts particuliers. Elle diminuait la portée de l'amnistie voulue et, par ailleurs, rendait les députés juges et parties dans des affaires où ils étaient ou pouvaient être personnellement impliqués.

Il est heureux que l'amendement n'ait pas été déposé, mais cette désagréable tentative fait ressortir d'autant plus nettement l'urgence d'une loi claire et rigoureuse en ce qui concerne le financement des partis politiques. De fait, les dispositions actuellement en vigueur n'ont nullement empêché que les partis politiques fassent des dépenses colossales lors de la campagne présidentielle (sans grand avantage comme on l'a vu pour le RPR qui mena la campagne la plus onéreuse, la plus réussie sur le plan technique et en même temps la plus désastreuse). Outre le renforcement des règles et des contrôles, c'est un plafonnement des dépenses de propagande électorale qu'il convient de fixer.

Sylvie FERNOY

Immigration

La tradition véritable

La loi sur l'immigration a donné lieu à des débats sur-réalistes et à une motion de censure où le centre et la droite se sont retrouvés « unis ».

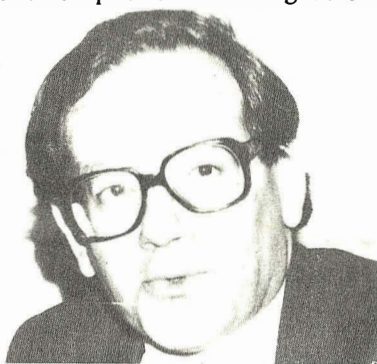
Avant de déposer cette motion, l'opposition avait joué le « blocage » et s'était repartit les rôles en conséquence. On a donc assisté à un grand Guignol où les rappels au règlement et autres artifices ont escamoté les arguments de fond sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Une telle absence de dignité sur un pareil sujet est consternant.

Ainsi, le le texte de la motion de censure déposée par MM. Gaudin et Pons commence par un brevet d'auto-satisfaction qui ne manque pas de saveur: « *le texte présenté par le Gouvernement sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France altère gravement la politique humaniste (sic), courageuse et réaliste menée dans notre pays depuis 1986 sous l'impulsion du précédent Gouvernement...* » On croit rêver... l'humanisme du vol nolisé *.

Un peu plus sérieusement, la motion s'achève sur l'accusation, reprise dans les débats par M. Giscard d'Estaing, qu'en présentant ce texte la majorité aurait cédé à des considérations politiciennes, « *contrairement à la tradition républicaine, pendant que se déroule une campagne électorale nationale* ». Les royalistes se garderont de juger la République sur une « tradition » dont ils observent qu'elle est en général invoquée pour dénoncer l'adversaire. Par ailleurs, les campagnes électorales sont, comme chacun sait, des moments privilégiés de consensus... Ces « arguments » et quelques autres tout aussi biaisés n'ont d'ailleurs pas convaincu deux

députés courageux: MM. Stasi et Daillet, mieux inspirés que leurs collègues du centre.

M. Rocard qui, il faut l'avouer, n'est pas toujours aussi bien inspiré, a incontestablement élevé le débat en revenant sur le fond: « *Nul gouvernement n'a le pouvoir... de faire de notre pays un bunker parfaitement étanche...* » En rappelant que les lois ne peuvent empêcher l'immigration



■ Stasi, député courageux.

clandestine et que celle-ci trouve sa source dans la situation insoutenable des pays les plus pauvres, le Premier ministre a rappelé une vérité que l'on aimerait entendre plus souvent. Et l'on ne peut que souscrire à l'une de ses apostrophes adressée à la droite: « *Plutôt que de marcher sur les brisées de l'extrême-droite, vous feriez mieux de chercher dans le génie national ce qui fait sa grandeur et son universalité* ». C'est en effet ainsi que l'on retrouvera l'identité de la France et sa tradition la plus authentique.

Alain SOLARI

Tous les amis de la francophonie savent que « charter » se dit « vol nolisé ».

Européennes

Triste campagne

L'élection du Parlement européen au suffrage universel n'a jamais motivé les citoyens. Ce n'est ni le faible niveau de la campagne qui vient de se terminer, ni quelques spectacles médiatiques qui y changeront grand'chose. Le taux de participation électoral en est la preuve.

Certains se sont soudainement découverts une âme d'européens à l'occasion de cette campagne et ce sera sans doute là son seul mérite ! On reste pourtant sceptique sur cette brusque conversion à l'idée européenne. En fait, il est facile de s'apercevoir combien cet unanimité n'est qu'une façade. En effet, la classe politique a profité de l'événement

Qu'elle soit la dominante économique et monétaire pour les libéraux, du progrès social pour Laurent Fabius, écologique pour les Verts ou bien « pour une France française » pour l'extrême-droite, l'Europe de 1993 est un concept flou car il recèle trop d'incertitudes et nous réserve des déceptions amères.

Les différentes prises de position et les débats qui ont été organisés entre les six principales listes ont été l'occasion pour les partis de concevoir l'Europe comme leur bien propre. Ainsi le projet écologiste d'en faire un continent vert ou celui des libéraux de la transformer en terrain de chasse. D'autres imaginent une Europe dénucléarisée et aux mains des forces syndicales. Autant de conceptions réductrices et irréalistes qui ne tiennent pas compte des véritables enjeux: la défense, la question de la supranationalité, l'Europe culturelle et technologique, sans oublier les relations avec les pays francophones ou le tiers monde. Or chacun sait, par exemple, que la menace américaine pèse déjà sur l'Europe culturelle et technologique.

Malheureusement les principales listes ont profité de ces élections pour réaffirmer leur foi en des schémas dépassés. Au total une campagne qui n'a pas été à la hauteur de l'enjeu, donnant l'impression que le devenir européen s'imposait à certains d'une manière artificielle sans pour autant que le fond s'accorde avec la forme.

Frédéric PIERRE



pour ressortir des propos déjà connus et améliorés à la sauce européenne. Pour s'en convaincre, il suffit de prêter attention aux affiches électorales, plus fades et banales que jamais quand elles n'étaient pas franchement de mauvais goût. C'est dire combien cette campagne a si peu inspiré les agences de communication pourtant habiles dans l'art de promouvoir l'insignifiant. Peut-être faut-il y voir une part de résignation explicable par le faible impact prévisible du thème sur des individus dépassés ou inquiets face à cet événement. Les différents programmes en effet n'apparaissent pas assez concrets et semblent trop éloignés des préoccupations du citoyen ordinaire.

Quand l'Europe sera une

Qelque novateur qu'il ait pu apparaître à l'époque, le thème de «la maison commune européenne», on s'en aperçoit maintenant était essentiellement défensif. Passé le premier stade du désarmement qui a désormais fait long feu, l'Alliance atlantique ayant évité le piège de la modernisation des armes à courte portée et repris l'initiative en matière de forces classiques, en quoi consistait cette maison commune ?

La reconnaissance de la légitimité de systèmes politiques, économiques et sociaux différents en Europe, une large coopération en matière de recherche scientifique et technologique, ainsi que d'environnement, enfin la consolidation d'une communauté de culture. Trois étages typiquement accordés aux préoccupations soviétiques.

Il est entendu que les systèmes d'Europe de l'est, même réformés, resteront différents, en bloc, même si les liens entre eux deviennent très lâches. La coopération économique ne doit déboucher sur aucune forme d'association politique. Le rapprochement est possible au profit de l'intelligentsia d'abord scientifique puis culturelle, mais non entre sociétés organiques. L'Europe de la culture est un thème soviétique récurrent qui permet d'opposer la vieille Europe et l'Amérique, mais aussi, on a pu l'oublier un instant, défendre l'hétérogénéité des systèmes derrière les échanges entre élites intellectuelles: Gorbatchev a besoin de mettre les intellectuels dans son jeu parce que pour ce qui concerne la société russe, c'est une autre paire de manches !

Ce discours a trouvé un écho en Allemagne, qui se contente de l'étage désarmement et de la coopération limitée à l'éco-

Trois semaines après les élections européennes, Gorbatchev ira à Strasbourg. Son discours sur «la maison commune européenne», lancé pour la première fois à Paris en octobre 1985, paraît aujourd'hui en retard sur des événements qui se précipitent. Il lui faut déjà trouver un second souffle.



nomie. La tradition profonde de la R.D.A. n'est que lointainement démocratique. On se satisfera donc d'une plus libre circulation des personnes, du retour de tous les allemands au Heimat faute qu'ils puissent vivre libres là où ils sont. La perspective même mythique de la réunification postule la cohabitation de systèmes différents dans une «communauté de culture».

Ce qui se passe en Pologne et en Hongrie a une tout autre signification, comme a contrario les événements de Chine. Le critère est la réforme politique, de vraies élections, une compétition multipartite, une refonte des structures de pouvoir. La Hongrie, qui avait poussé le plus loin la réforme écono-

mique, source d'inspiration notamment pour la Chine, a compris que celle-ci ne produirait ses fruits que si le régime politique était également libéralisé. Les conditions propres de la Chine, tant du pouvoir que de la société, interdisaient une telle évolution.

La contradiction s'est faite tragique. Le caractère européen fondamental de la Hongrie et de la Pologne leur permettront peut-être de revenir sur tout un passé de déstructuration du pouvoir et de la société. Quand on parle de caractère européen, ceci s'entend non seulement de leur condition historique propre, intérieure, mais aussi et surtout de leur tradition d'ouverture extérieure sur le reste de l'Europe, au lieu d'une

fermeture dans le cas de la Chine et aussi largement de l'URSS. L'action des européens de l'ouest doit donc, pour répondre à cette évolution, être clairement politique. Ni une affaire de banquiers ni une réflexion d'intellectuels. Quelqu'essentielle que soient aussi ces deux-là, elles ne suffisent pas, et seraient récupérées par le système s'il n'y avait l'action politique. C'est ce que la France a su comprendre et faire avec la Pologne, celle de Jaruzelski et celle de Solidarité. Tous deux lui en ont donné acte. Aider au processus politique qui engage le pouvoir et la société, c'est autre chose que de protester contre l'assignation à résidence d'un dramaturge ou d'ouvrir une ligne de crédit à tant pour cent, lesquelles peuvent être des éléments de cette politique mais ne sauraient en tenir lieu.

Par contraste avec l'exposé de la maison commune, il faut affirmer la nécessité d'une évolution des systèmes politiques puis économiques, ce qui impliquera des rapprochements politiques de l'un ou de l'autre avec la communauté européenne, et pas exclusivement la CSCE, c'est-à-dire le plus petit commun dénominateur militaire économique et humanitaire, ni même le Conseil de l'Europe. L'adhésion de l'Autriche à la CEE sera un signe en direction de la Hongrie qui a aboli le rideau de fer sur sa frontière occidentale, ce qui explique la gêne de Moscou devant cette initiative.

Le principal argument des douze étant de démontrer que leur union européenne ne signifie pas abandon de culture et encore moins de souveraineté dans la communauté mondiale, thèmes sur lesquels la maison commune européenne joue toute sa force défensive.

Y. LA MARCK

Les Juifs et la Révolution

● **Royaliste:** Comment votre livre s'inscrit-il dans le débat sur la Révolution ?

P. Girard: Ce débat concerne aussi la communauté juive, qui ne va pas commémorer le bicentenaire de la même manière que les autres anniversaires de la Révolution. En 1889, celle-ci était comparée à une seconde sortie d'Égypte, et la Déclaration des Droits à un second don de la Loi, et cette interprétation prévalait encore cinquante ans plus tard. En 1989, son attitude est sensiblement différente: plutôt que de vanter les mérites de la Révolution et des partisans de l'«émancipation», on met plus volontiers en avant ceux qui symbolisent le maintien du particularisme juif face à une volonté de nivellement voulue par la Révolution.

● **Royaliste:** Quelle était la situation des Juifs avant 1789 ?

P. Girard: Il faut d'abord éviter de parler d'un judaïsme français puisqu'il n'y a pas de communauté juive homogène. 40 000 Juifs se répartissent en groupes qui ont des statuts sociaux, culturels et juridiques très différents. Le premier groupe est constitué par les Juifs originaires d'Espagne et du Portugal, qui se sont établis dans le sud-Ouest de la France à la suite de leur expulsion. Ces Juifs «portugais» s'installent comme chrétiens, puis sont autorisés à pratiquer ouvertement leur religion à la faveur de l'Edit de Nantes. Lors de sa révocation, Louis XIV décide de tolérer pour les étrangers les cultes non-catholiques et les Juifs du Sud-Ouest, se souvenant qu'ils sont Espagnols ou Portugais, profitent de la mesure. On voit alors apparaître les premières congrégations juviques, organisées en nation juive, avec à leur tête des syndics chargés d'administrer cette nation et de régler avec les

rabbins les litiges entre Juifs. Cette nation juive du Sud-Ouest (5000 membres en 1789) constitue l'élite sociale et culturelle du judaïsme français. Ses membres sont bien intégrés à la société environnante (certains ont fait fortune dans l'industrie chocolatière, dans les assurances maritimes et surtout dans la traite des esclaves); ils sont très jaloux de leurs privilèges et prérogatives, et méprisent leurs coreligionnaires d'Alsace et du Comtat Venaissin.

● **Royaliste:** Qu'en est-il de ces autres communautés ?

P. Girard: Ceux qui vivent sous domination pontificale connaissent la pire des situations: ils sont soumis à un ensemble de règles arbitraires - obligation de porter le chapeau jaune, interdiction de sortir de leur ghetto la nuit - si bien que beaucoup viennent s'installer dans le royaume de France, où le sort des Juifs est infiniment plus clément. 500 Juifs habitent à Paris, et l'immense masse du judaïsme (20 000 personnes) vit en Alsace et en Lorraine. Ces Juifs de l'Est sont devenus français par les traités de Westphalie, qui ont maintenu la liberté des cultes dans les terres rattachées à la France. Les Juifs d'Alsace constituent une population très pauvre, qui n'a pas le droit d'habiter les villes. Enfin, 10 000 Juifs vivent en Lorraine, principalement à Metz.

● **Royaliste:** Quels sont les principaux facteurs d'évolution au 18^e siècle ?

P. Girard: Le premier facteur est démographique: en 1700, il y a 10 000 Juifs en France, et 40 000 en 1789. D'où la nécessité de modifier la législation concernant les Juifs, qui aboutit à des mesures tendant à une espèce d'uniformisation législative: par exemple l'autonomie juridique, l'existence des tri-

bunaux rabbiniques et leur reconnaissance par les Parlements. Cette évolution se traduit notamment en 1784 par la publication de lettres patentes concernant les Juifs d'Alsace, qui leur donne enfin un statut. Il y a d'autre part l'influence des Lumières, bien que l'attitude de certains philosophes ait été très sujette à caution. Ainsi Voltaire voue un mépris indicible aux Juifs, écrivant que «pourtant il ne faut pas tous les brûler». Diderot a lui aussi des pages féroces contre les Juifs, accusés d'être responsables du fanatisme et de la superstition, et seul Rousseau formule des appréciations plutôt positives. Dans l'ensemble, les hommes des Lumières ont une vision des Juifs plutôt péjorative, qui va s'exprimer lorsque, en 1785, la société royale des arts et lettres de Metz met en concours le



■ La paque israélite au XVIII^e siècle

Depuis un siècle, l'histoire des Juifs français est interprétée selon un schéma manichéen qui oppose les «ténèbres» monarchiques à l'émancipation républicaine. Jeune historien du judaïsme français, Patrick Girard a repris l'ensemble de la question dans un livre passionnant paru aux éditions Laffont, qui bouscule les idées reçues et restitue la complexité du réel.

thème suivant: est-il des moyens de rendre les Juifs plus heureux et plus utiles en France ?». L'intitulé est significatif de l'évolution des mentalités. Cette évolution est d'autant plus remarquable que, sur les dix manuscrits présentés, seuls trois proposent des solutions défavorables aux Juifs. Tous les autres projets proposent une amélioration radicale de leur sort. C'est le cas des manuscrits de l'abbé Grégoire, de Claude Thierry, avocat de Nancy, et de Zalkind Hourwitz, de Paris, qui estime que les Juifs seront heureux lorsqu'ils seront débarrassés de leurs rabbins...

L'abbé Grégoire et Claude Thierry centrent leur réflexion sur l'idée de régénération (parler d'émancipation est à la fois impropre et anachronique puisque le terme ne date que de

1825). Cette régénération est politique, mais aussi morale et physique: ainsi l'abbé Grégoire est persuadé que les hommes juifs ont leurs règles tous les mois...

L'évolution des esprits est suffisamment marquée pour que Louis XVI demande à Malesherbes de convoquer en 1787 une commission chargée d'examiner le statut des Juifs. Il est probable que le roi a exprimé ce souhait en raison de l'édit de 1787 sur les non-catholiques, qui redonnait un état civil aux protestants. Beaucoup de Juifs, notamment dans le Sud-Ouest, demandent à être inscrits sur cet état civil et les intendants ne savent que faire. D'où ce projet de réforme. Malesherbes va beaucoup consulter, notamment les représentants des différentes communautés juives, et il a la mauvaise surprise de découvrir leurs rivalités. Il devra négocier entre les Portugais, qui ne veulent pas être assimilés aux Alsaciens et aux Lorrains, et ces derniers qui veulent être assimilés aux Portugais. Malesherbes est convaincu que la question juive ne sera résolue que par une intégration sociale, mais il quitte le pouvoir et ses projets resteront dans les cartons.

Lorsque les Etats Généraux sont convoqués, le problème de l'association des Juifs à la rédaction des cahiers de doléances va se poser. A Bordeaux et à Bayonne, les Juifs sont convoqués comme les non-juifs, participent à la rédaction des cahiers et à l'élection des députés - l'un d'entre eux, David Gradis, riche armateur bordelais, manquera même de quatre voix son élection de député du Tiers. Avant même la Révolution, les Juifs de Bordeaux et de Bayonne étaient donc traités sur un strict pied d'égalité. Pour les Juifs d'Alsace et de Lorraine, les choses vont être plus compliquées. Dans un

premier temps, les intendants leur refusent le droit de participer. Devant leurs protestations, Versailles décide que, les cahiers ayant déjà été rédigés, les Juifs se réuniront dans les synagogues, rédigeront leurs propres cahiers, éliront leurs propres députés. Il est prévu que ceux-ci se retrouveront en août 89 à Paris pour fonder les cahiers de doléances en un seul que le roi transmettra aux Etats Généraux. Or il est important de souligner que Necker promet à Cerf Berr, syndic des Juifs d'Alsace, que cette communication des doléances aboutira à des mesures améliorant le statut des Juifs.

Lorsque les assemblées primaires juives se réunissent chez Cerf Berr, le bouleversement de la situation politique oblige les Juifs à modifier considérablement leurs revendications initiales. Cela d'autant plus que la Grande Peur se traduit en Alsace et en Lorraine par des manifestations anti-juives, les paysans attaquant les maisons des Juifs usuriers pour détruire les reçus de dettes. Les délégués juifs demandent alors à l'Assemblée nationale de prendre les Juifs sous sa protection. Ce que fait l'Assemblée, à la demande de l'abbé Grégoire. Mais les Juifs du sud-Ouest sont furieux, refusent la protection de l'Assemblée puisqu'ils ne sont pas menacés, et demandent à être distingués des «tudesques». Après avoir reçu une délégation de Juifs de l'Est, l'Assemblée décidera de créer une commission d'étude, et la question juive ne sera vraiment étudiée que du 21 au 24 décembre 1789, lorsque se posera la question de l'éligibilité des non-catholiques. Or l'Assemblée, qui accepte celle des Protestants, ajourne la question pour les Juifs. Ceux de l'Est triomphent, car ils s'attendaient à un refus. Mais c'est une catastrophe pour les Juifs de Bordeaux et de Bayonne: en ajournant la question de l'éligibilité, l'Assemblée leur reprend des droits dont ils jouissaient jusque-là. Ils envoient donc une délégation à Paris pour obtenir un vote rectificatif. Effectivement, le 28 janvier 1790, l'Assemblée prend un décret qu'on considère à tort comme le premier décret émancipateur des Juifs de France. Ainsi Robert Badinter dans son dernier ouvrage. Or ce décret porte simplement que les Juifs

espagnols et portugais, d'Avignon et du Comtat Venaissin installés dans le royaume, sont confirmés dans les droits et privilèges dont ils jouissaient déjà. On ne peut donc parler de décret émancipateur, puisqu'il s'agit d'une restitution de droits. On ne peut dire non plus que les Juifs sont devenus français par ce décret: ils étaient français bien avant 1789 et la Révolution n'a pas eu à les naturaliser. Quant aux Juifs d'Alsace et de Lorraine, ils ne seront déclarés citoyens que le 27 septembre 1791, après de multiples reports de la question. Il aura donc fallu trois ans pour que la Révolution se décide à leur accorder leurs droits civiques et politiques.

● Royaliste: Quel fut ensuite le sort des nations juives ?

P. Girard: Devenus citoyens, les Juifs furent obligés de renoncer à leur autonomie juridique et à l'existence de leurs communautés. Telle fut la conséquence de la loi Le Chapelier de mars 1791 qui interdit les corporations. Comme les nations juives de l'Ancien régime étaient assimilées à des corporations, elles ont toutes été dissoutes. Au moment de la Terreur, ces communautés sont victimes de la campagne anti-religieuse, qui sera surtout sensible dans l'Est: on confisque ou on incendie des synagogues, il y aura des autodafés de livres juifs à la demande de conventionnels en mission, des rabbins seront arrêtés pour menées contre-révolutionnaires... Dans le Sud-Ouest, les Juifs seront surtout victimes de leurs opinions girondines. Certains seront guillotisés pour fédéralisme à Nîmes et à Bordeaux, d'autres seront exécutés à Paris comme ces deux fils d'une famille qui vivait rue des Petits-Champs - l'un comme monarchiste, l'autre comme hébertiste. Quant au Directoire, il prendra une mesure catastrophique sous son apparence anodine: en refusant la nationalisation des dettes des communautés juives, en créant des commissions de remboursement, il favorisera la reconstitution d'un tissu communautaire juif, ce qui va par la suite amener Napoléon à prendre une série de mesures discriminatoires.

Propos recueillis
aux Mercredis de la NAR



ière.

Permanence

Monarchies et royautés

Il fallait tout le talent et l'érudition de Roland Mousnier pour broser en quelques centaines de pages seulement un tableau de l'histoire de l'humanité montrant la permanence de l'idée monarchique au cours des siècles.

Du paléolithique supérieur jusqu'à nos jours, le gouvernement d'un seul ou l'existence d'une autorité suprême est une constante de l'histoire qui perdure. Celui qui exerce le pouvoir de persuasion, de coercition ou d'échange de manière souveraine est un monarque ou un roi. Ces deux termes ne sont synonymes que d'apparence. Le monarque en effet peut être un tyran, celui qui gouverne arbitrairement au mépris des lois et des citoyens, ou encore un Président de la République comme nous le voyons aujourd'hui. En revanche, un roi possède, outre les pouvoirs d'un monarque, une dimension sacrale ainsi qu'une succession dynastique organisée. Légitimé par le consentement populaire, il a besoin pour gouverner de l'appui des ordres sociaux ce qui l'oblige, sauf exception temporaire, à respecter les coutumes et les lois ainsi que les droits de ses sujets.

À l'origine, les rois des tribus ou des ethnies étaient considérés comme des dieux. Roland Mousnier montre que si politique et religieux ont fini par se séparer, il n'en demeure pas moins que les rois, tout en devenant indépendants du pouvoir spirituel, restent des personnes sacrées et que la monarchie conserve son caractère mystique en dépit de l'entrée en force de l'économie et des idéologies.

Si la monarchie s'est maintenue pendant huit siècles en France, si elle continue d'être présente dans dix états européens et dans bien d'autres encore, si elle est donnée comme une perspective d'avenir pour le Brésil, c'est qu'elle correspond à



■ Roland Mousnier

un besoin profond de l'espèce humaine et qu'elle présente de nombreux avantages et une capacité d'adaptation remarquable aux évolutions de la société.

Monarchie et royauté ont-elles encore un avenir aujourd'hui ? La monarchie incontestablement, répond Roland Mousnier qui s'interroge en revanche sur celui de la royauté : l'hérédité n'a pas très bonne presse bien qu'elle ait produit une succession de souverains moins médiocres que les Présidents de la III^{ème} République par exemple. Mais les modèles européens, celui de l'Espagne en particulier, montrent que les monarchies « incarnent l'indépendance de la nation, sa continuité, ses progrès » et qu'elles sont entourées d'une sorte d'auréole mystique par l'identification de leur peuple avec leur famille ».

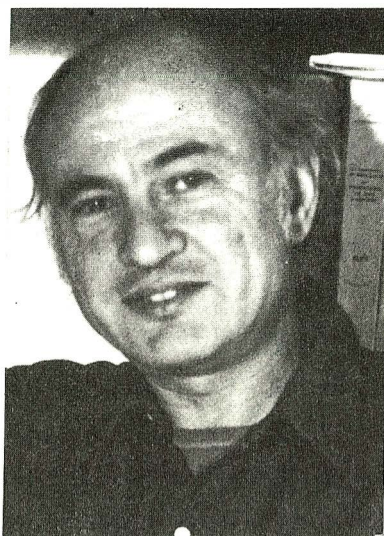
F.P.

Roland Mousnier, *Monarchies et royautés*, Editions Perrin, 274 pages. Prix franco 155 F.

Diaspora

Traversée de siècle

Vidal Nahum naquit à Salonique en 1894, et mourut à la Turbie en 1984. Voici l'histoire, discrètement exemplaire, de sa vie et de sa famille.



■ Edgar Morin

Vidal Nahum ne fut ni un héros, ni un capitaine d'industrie. Juif sépharade, il ne se distinguait pas par sa piété. Pendant la guerre, ce Salonicien naturalisé français échappa aux camps d'extermination. Décoré de l'ordre du Mérite, il mourut à l'âge de quatre vingt-onze ans.

Puisque cette vie fut apparemment banale, qu'est-ce qui nous retient et nous touche dans le livre que lui a consacré son fils, le sociologue Edgar Morin ? D'abord la ville où il naquit : Salonique la turque, où se réfugièrent les Juifs chassés d'Espagne et qui devint leur cité, brillante et colorée. Sous la tutelle bienveillante de l'empire ottoman, on prie dans les synagogues, les mosquées et les églises orthodoxes, on parle le judéo-espagnol, le turc, le grec, le bulgare et le français, on commerce avec le monde méditerranéen et balkanique, on accueille les idées venues de l'ouest européen.

Cette brève évocation ne peut

donner une idée précise de la complexité salonicienne, qu'Edgar Morin nous fait découvrir et aimer. Ainsi, la famille Nahum, originaire d'Aragon, a fait étape en Sicile et appartient de ce fait au groupe des Livournais. Ce qui permettra aux Nahum d'obtenir la nationalité italienne, source d'importants privilèges sous les Ottomans, mais vaudra à Vidal un embarquement forcé vers la France, pendant la première guerre mondiale, aux fins d'enrôlement. Là encore, l'histoire est complexe puisque Vidal échappe aux champs de bataille en se faisant déclarer « salonicien », puis « Israélite du Levant », avant de se faire naturaliser français en 1931.

Ainsi retracée, la vie de Vidal a de quoi faire frémir les fanatiques de l'enracinement. Bien à tort. Les multiples appartenances ne détruisent pas l'identité, l'attachement à la patrie salonicienne et l'indifférence au nationalisme moderne n'empêchent pas l'intégration dans la société française, non par nécessité mais par amour vrai pour notre pays. C'est en ce sens que Vidal Nahum est exemplaire, douloureusement. Lorsque Vidal est mort, c'est un peu de la vieille Europe qui a disparu, dont son fils veut sauver la mémoire tout en sachant qu'elle ne sera jamais plus comme avant. La politique d'extermination, qui a presque entièrement détruit la Salonique sépharade, a brisé en Europe un lien qui lui était essentiel. Ce livre d'amour filial nous en fait ressentir le manque.

B.R.

(1) Edgar Morin, *Vidal et les siens*, Le Seuil, 1989. Prix franco 140 F.

De la terreur

■ Gérard Leclerc



Les événements de Chine sont poignants, insupportables. Massacres, délations, normalisation. C'est la même scène, toujours rejouée, après l'explosion de liberté et le temps de latence où la tyrannie, un moment surprise, déconforte et hésitante, donne le sentiment trompeur qu'elle va plier. Le plus terrible est toujours, pour ceux qui suivent le processus de l'extérieur, cette impression d'impuissance d'autant plus forte que l'on sait d'avance comment les choses se passent. Sans doute, cette fois, n'y a-t-il plus le sceau de l'irréversible qui dans les décennies passées, semblait refouler la libération dans l'univers des rêves. L'empire du rien bâti pour une durée immobile. André Malraux employait cet irréversible pour qualifier l'univers de Faulkner. J'y songe, en dépit de l'hétérogénéité des mondes, à cause des termes de la préface de « Sanctuaire » qui traduisent ce qu'il en est de la clôture métaphysique qui veut que les personnages soient toujours piégés et que le tragique naisse non d'une histoire ouverte mais de situations inexorablement bouchées.

Il n'y a plus l'irréversible, car il y a la Pologne, et il y a aussi l'URSS. L'empire s'est fissuré, non pas tant dans sa solidité matérielle, militaire - le repli d'Afghanistan est une manœuvre avisée qui défie la défaite militaire écrasante - que dans sa cohérence idéologique. Je ne chanterai pas victoire à l'unisson de nos voisins d'Outre-Rhin qui viennent de faire un triomphe à Gorbatchev et nous démontrent ainsi comment un changement politique stratégique peut déboucher sur un succès diplomatique considérable. La défiance que tant d'amis russes ou bons connaisseurs de l'URSS manifestent à l'égard de la glasnost et de la perestroïka continue de m'impressionner. Nous ne sommes pas à l'abri d'un retournement brutal, mais une brèche a été ouverte lorsque l'échafaudage de mensonges sur lequel est bâti le système s'est effondré sous le poids de la vérité réhabilitée.

Cela fait que l'irréversible n'accompagne plus l'écrasement du printemps de Pékin comme jadis le printemps de Prague. Tôt ou tard, la révolte viendra à bout de la tyrannie totalitaire. Le mouvement est contagieux, les étudiants chinois l'ont montré en ralliant des foules considérables à leur cause. Pourtant, ceux qui hier défiaient tranquillement Deng Tsiao Ping et son système sont aujourd'hui emprisonnés, battus, humiliés à la télévision, lorsqu'ils n'ont pas été massacrés. Ils le sont au nom du peuple, du progrès et du communisme. Et sans doute aussi de la Révolution...

Plusieurs voix chez nous ont esquissé un rapprochement entre le mouvement chinois et notre révolution bicentenaire. Peut-être, pensais-je en les écoutant, mais en ce cas 93 aurait précédé 89. Plût au ciel qu'il ne ressurgisse pas. Car la question est bien là. Les régimes communistes continuent à vivre du mythe révolutionnaire, d'un peuple fantasmé et parlant d'une seule voix, exprimant une volonté générale indivisible, assumant les progrès infaillibles de la Raison. En un certain sens, la difficulté pour Gorbatchev aujourd'hui consiste à arbitrer entre les aspirations de 89 et les réalités persistantes de 93. Je traduis ainsi Michel Tatu qui, dans « Le Monde » décrivait sa marche sur le fil du rasoir entre « une quasi liberté de la presse et un début de parlementarisme d'un côté, un appareil de parti et une administration d'Etat aux pouvoirs à peine entamés de l'autre ».

Le dilemme n'a pas été tranché encore par Gorbatchev. Il l'a été par Deng, qui lui aussi avait à arbitrer entre le système du parti et le mouvement créé à la fois par la libéralisation écono-

mique et l'évolution de ses étudiants en faveur des valeurs démocratiques. Or, lorsque la volonté populaire veut sauvegarder la Révolution contre la menace contre-révolutionnaire, la configuration idéologique et pratique de son action est inscrite dans l'histoire, elle se déploie implacablement, avec la même sûreté. C'est la Terreur. Il y a plus de dix ans, Laurent Dispot l'a montré dans un livre qui supporte beaucoup mieux l'épreuve du temps que nombre d'essais de la même période (1).

La configuration idéologique de la Terreur, nous la connaissons mieux aujourd'hui que sa justification de moins en moins acceptée, sauf par un curieux Comité Robespierre. Elle est en rapport direct avec cette collectivisation abstraite du pouvoir et cette absorption des individus dans la politique, mises en évidence par Marcel Gauchet dans son analyse de la déclaration des droits de l'homme. Staline pouvait faire l'exposé le plus complet de ces droits dans sa constitution. Dès lors qu'ils étaient directement liés à une autorité énonciatrice, indispensable de surcroît, à l'instauration de la société où s'abolirait la nécessité, cette autorité n'était limitée par rien dans son pouvoir de coercition. La Terreur lui était consubstantielle sitôt qu'elle était menacée.

Qu'importait que les élections à la Convention aient été le fait d'une minorité, que celle de 1796 aient été annulées parce qu'elles auraient amené une assemblée royaliste, la légitimité imposait le pouvoir révolutionnaire, comme elle impose le communisme à la Chine et dans tous les pays où l'on sait la population massivement hostile à ce régime. Ce n'est pas pour rien que les bolcheviks se sont toujours réclamés des jacobins. Je sais bien qu'il faut se méfier des anachronismes, mais on peut au moins s'interroger sur les analogies. Les fusillades de la place Tien An Men ne peuvent-elles pas se réclamer des fusillades de la place des Brotteaux à Lyon en 1793 ? La même logique révolutionnaire les justifie, au-delà de toutes les brutalités des institutions tyranniques: « Collot d'Herbois voulut donner un spectacle horrible à voir et inspirer par là une grande terreur. Il se transporta un matin dans la prison de Rouanne pour y choisir deux cent neuf victimes et les faire mitrailler... Les jeunes gens liés deux à deux avaient à leur côté des soldats. Venaient ensuite deux canons chargés à mitraille; des canonnières ayant la mèche allumée les gardaient, tandis que d'autres canonnières gardaient par derrière plusieurs caissons de poudre et de mitraille... Les victimes, presque l'élite de la jeunesse lyonnaise, qu'on conduisait ainsi, loin de se persuader qu'on les menait à la mort, s'attendaient à aller à la commission révolutionnaire qui tenait ses séances à l'Hôtel de Ville, pour y être interrogés et jugés... Les deux cent neuf arrivés aux Brotteaux, l'on dissémina la troupe de manière à ce qu'aucun d'eux ne put s'échapper. L'ont fit approcher les canons, les caissons; et au signal donné, l'on tira à la mitraille jusqu'à ce que tous eussent mordu la poussière » (3). Quelles que soient les différences irréductibles des fusillades des Brotteaux et de Tien An Men, le pouvoir les met à mort contre-révolutionnaires. Ils sont les victimes d'un identique système, né avec la Terreur et qui se perpétue encore en dépit d'une vague de fond qui le fait trembler jusque dans ses racines.

Gérard LECLERC

(1) Laurent Dispot, *La machine à terreur*, Le Livre de Poche.

(2) Marcel Gauchet, *La Révolution des droits de l'homme*, NRF-Gallimard, cf. « Royaliste » n°515.

(3) Récit d'un contemporain in Jacques Linsolas, *L'Eglise clandestine de Lyon pendant la Révolution*, Editions Lyonnaises d'Art et d'Histoire.

Aventures

Sur la trace des dieux

Lorsqu'un brillant historien se mue en romancier cela donne une belle et étrange histoire malheureusement assez mal ficelée.

Pour son premier roman, Yvan Cloulas, spécialiste des splendeurs de la Renaissance nous entraîne loin des palais flamboyants des Médicis, et sur fond de guerre d'Algérie, dans les paysages austères et grandioses de l'Aurès où plane encore le souvenir de la grande Magicienne, la déesse protectrice du peuple berbère.

Par suite d'un heureux hasard, dans une histoire qui en comptera beaucoup trop, un jeune lieutenant en patrouille dans un coin quasiment inaccessible du Mont Haïdous, un des sommets de l'Aurès, découvre une caverne consacrée au culte du dieu Baal. La fouille des vestiges lui permet de mettre à jour 5 médailles gravées en l'honneur de la déesse Tanit.

Cette découverte intrigue forcément le département des antiquités du Louvre car, logiquement, ces médailles destinées à l'offrande auraient dû se trouver dans un temple consacré à la déesse vénérée beaucoup plus au sud, à la limite du Sahara. Cette anomalie n'échappe pas davantage au commandement français qui a l'intuition de l'existence d'une piste sacrée, reliant hors des sentiers battus les sanctuaires de Baal et de Tanit, soit les versants occidental et oriental de l'Hurs. Les rebelles auraient-ils découvert cette piste qu'ils pourraient, en la remettant en état, cheminer impunément dans cette vaste région.

C'est ainsi que le caporal Roumagnac, achéologue dans le civil, reçoit la mission de rechercher cette voie sacrée en compagnie de sa collègue, la belle Aïcha, Berbère et Française de cœur. Et c'est le début

d'une suite d'aventures sur cette piste mystérieuse, de sanctuaires en sanctuaires dans lesquels se déroulent des sacrifices d'enfants, meurtres rituels nécessaires à l'accomplissement d'une prophétie.



Ce roman, si beau par certains côtés, n'emporte pourtant pas l'adhésion, il ne fait pas rêver. Paradoxalement ce n'est pas l'étrangeté de l'histoire qui est en cause, après tout pourquoi pas ? Mais c'est tout ce qui lui est contingent. C'aurait dû être l'exactitude d'une foule de petits détails cimentant la fiction pour lui donner l'apparence du fait vécu, à une époque donnée en des lieux réels et connus. Hélas ce n'est pas de l'histoire, si petite soit elle, ce n'est même plus du roman, c'est quelquefois la franche galéjade... Ces harkis qui s'expriment comme des marquises et ces chameliers comme des professeurs d'Université, entre autres...

Trop de détails mineurs inacceptables qui rendent l'ensemble du récit peu vraisemblable. Un essai donc à transformer. On attend le prochain roman avec impatience.

Michel FONTAURELLE

Yvan Cloulas, *Sur la trace des dieux*, Albin Michel, 94 F franco.

Perestroïka

Qui vivra Véra

«La petite Véra», premier film soviétique de l'ère Gorbatchev à nous parvenir est aussi un film gorbatchévien.

Le cinéma soviétique est mal connu en France, à part les grands noms du passé (S.M. Eisenstein et Dziga Vertov) ou du présent (Paradjanov et Tarkovsky) ou encore quelques titres de films célèbres («Quand passent les cigognes»). Par ailleurs, l'image dont il jouit, dans le public, à tort ou à raison, est celle d'un cinéma ennuyeux: le réalisme populaire -qui n'est ni populaire, ni réaliste- n'ayant jamais vraiment intéressé que certains cercles d'initiés et inconditionnels du régime.

Aujourd'hui, la «pérestroïka» aidant, de jeunes cinéastes apparaissent qui n'hésitent pas à renouveler l'esthétique et les sujets. C'est le cas de Vassili Pichul qui, en 1987, réalisa «La petite Véra» que l'on peut découvrir en ce moment en France...

Ce film fut d'abord interdit puis, au bout de six mois, autorisé. Il faut dire que ces deux positions successives étaient justifiées, politiquement. L'interdiction, parce que l'image que le film donnait de l'U.R.S.S. n'était pas très reluisante pour la patrie du socialisme et qu'il valait mieux ne pas étaler, au grand jour, la pollution aux abords des grandes villes, le laisser-aller, les conditions de vie et de travail, l'alcoolisme qui ravage des familles entières. La levée de l'interdiction était, quant à elle, motivée par la publicité que pouvait faire certaines séquences du film à la politique de réforme de Gorbatchev: en effet, sans vraiment dénoncer les incohérences du système, «La petite Véra» montre objectivement le malaise quotidien de la population soviétique.

Véra est une jeune soviétique à l'allure étonnante, à mi-chemin entre Madonna et Vanessa Paradis. Son mode de vie ressemble étrangement à celui des jeunes européennes ou américaines, la naïveté en moins, l'attitude de celle à qui on ne la fait pas, en plus. Elle écoute de la musique rock, porte des mini-jupes et des bas résille, sort le soir au grand dam de ses parents et ne se fait aucune illusion sur l'avenir du communisme.

Contrairement à ce qu'a retenu la presse française qui ne semble avoir vu que les scènes susceptibles de faire scandale (Véra fume de l'herbe, boit, provoque, s'exhibe, Natalia Négoda qui interprète le rôle de Véra a posé nue dans Play Boy), Véra est fragile, tourmentée, partagée entre la résignation et la révolte, l'amour et la haine pour ses parents, la condamnation et l'acceptation de leur style de vie. Le jeu des acteurs ressemble à s'y méprendre aux meilleurs films de la comédie italienne des années 70. La mise en scène atteint des moments de violence qui n'ont d'égal, dans le cinéma, que le Pialat de «Passe ton bac d'abord», ou d'«A nos amours».

Reste la question que pose la fin ouverte du film. Quelle sera l'avenir de la petite Véra ? Tout dépend de l'accueil que rencontreront, dans le pays, à tous les niveaux, les réformes économiques de Gorbatchev. S'il parvient à les imposer Véra et ses congénaires s'en sortiront, sinon, il n'y aura aucune issue, que le suicide ou la capitulation. Tel est le message que délivre, en filigrane, le film de Vassili Pichul, allié objectif de Gorbatchev.

Nicolas PALUMBO

SOUSCRIPTION

Avec la publication de cette quatrième liste de souscripteurs nous avons dépassé le cap des 30 000 F sur les 50 000 F qui nous sont nécessaires pour combler le déficit prévu de notre budget. Encore un petit effort et nous serons sortis de nos difficultés ! Que tous ceux qui ont déjà répondu en soient ici remerciés et que les autres ne tardent pas trop: nous avons impérativement besoin de cette somme avant le 15 juillet pour faire face à nos échéances pendant les vacances.

quatrième liste de souscripteurs

Jacques Adrover: 100 F - Pierre Amosse: 1000 F - Mme Auboyneau: 50 F - Serge Avice: 100 F - Jean-Michel Bertrand: 100 F - Anonyme Nouméa: 500 F - Claude Blanchard: 50 F - Pierre Blatier: 500 F - Laurent Boissavy: 50 F - P.B. (Lyon): 100 F - Jacques Calmels: 650 F - Norbert Col: 150 F - Philippe Delaroche: 400 F - Philippe Dubois: 100 F - Gaëtan Duchemin: 450 F - Pour fêter le bicentenaire: 1989 F - Mme Fabre de Rieu-nègre: 150 F - J.D. Falguière: 50 F - Claude Ferrand Blazer: 100 F - Armelle Fincato: 60 F - Claude André Fougeyrollas: 120 F - Quatre lycéens: 400 F - Claire Gardet: 50 F - Philippe Gascouin Biechy: 100 F - Georges Gruner: 500 F - Na-dège Hoelter: 300 F - Guil-laume Kopp: 100 F - Professeur Henri-L. Laborit: 100 F - Anne Larivière: 200 F - Abbé Le-burton: 100 F - Guy Leclerc-Gayraud: 500 F - Jean-Louis Legoux: 50 F - Jean Lemoine: 500 F - Pierre Leroux: 500 F - Anonyme Montpellier: 100 F - Alain Mercier: 1100 F - Pierre Meyers: 100 F - Frédéric Mit-terrand: 1000 F - Jean-Baptiste Molinari: 1000 F - Hugues Noël: 100 F - Jean-Pierre Ostolski: 50 F - Michel Pel-letier: 350 F - Claude Pillet: 100 F - Jacques de Poulpique: 150 F - Jean-Michel Rey: 200 F - Jean-Marc Rittié: 200 F - Jacques Roué Daeron: 150 F - Christian Seuniac: 100 F - Olivier Tupet: 50 F

Total de cette liste: 14.919 F

Total précédent: 17.191 F

Total général: 32.110 F

MERCREDIS DE LA NAR

La dernière de nos réunions-débat hebdomadaires a eu lieu le mercredi 21 juin.

Reprise prévue au mois d'octobre à une date qui sera annoncée dans le journal.

Propagande

Vacances utiles

Bientôt commence la période estivale. Est-ce à dire que nos amis n'ont plus rien à faire pour nous aider jusqu'au mois d'octobre ? Certainement pas !

Bien au contraire, la période des vacances peut, et doit, être mise utilement à profit pour servir à la progression de nos idées. L'expérience prouve que ces trois mois d'été constituent une période privilégiée où nos concitoyens, sortis de leurs soucis habituels, sont beaucoup plus disponibles pour découvrir des choses nouvelles. A nous d'aller à leur rencontre et de leur présenter la N.A.R.

Que vous proposons-nous ?

Tout d'abord deux sessions qui vous permettront de mieux connaître notre mouvement. L'une en juillet destinée aux plus jeunes de nos lecteurs, l'autre en septembre ouverte à tout public. Vous trouverez dans cette page les renseignements nécessaires et nous insistons tout particulièrement sur l'utilité de ces rencontres

qui permettent, dans une ambiance sympathique, d'approfondir les raisons de notre engagement royaliste.

En dehors de ces temps de réflexion, il faut aussi utiliser massivement le matériel que nous mettons à votre disposition: autocollants, affiches ainsi que notre numéro « spécial été ». La aussi, l'expérience montre que les quelques heures que nos lecteurs pourront consacrer à ces activités publicitaires sont toujours très efficaces. Une statistique récente fait ressortir que plus de 60 % des personnes nouvelles ayant pris contact avec nous cette année ont eu connaissance de notre existence grâce au travail de propagande effectué pendant l'été.

Nous comptons donc sur vous !

Yvan AUMONT

JEUNES ROYALISTES

Une session d'information et de rencontre, à l'intention des jeunes de moins de 25 ans, aura lieu les 8 et 9 juillet dans l'Oise. Nous invitons tous nos jeunes lecteurs qu'ils soient adhérents ou simples sympathisants à y participer pour faire meilleure connaissance avec notre mouvement. Un transport par car est prévu de Paris le samedi matin (retour le dimanche soir). Il est obligatoire de s'inscrire à l'avance (nous demander la documentation et le bulletin d'inscription).

SESSION DES AUBIERS

Nous organisons les 2 et 3 septembre, en Bretagne dans un cadre agréable et une ambiance sympathique une session de deux jours de « découverte de la

N.A.R. ». Cette session est plus spécialement destinée à ceux qui ont pris contact récemment avec nous et qui désireraient faire mieux connaissance avec notre mouvement et ses idées. Il est nécessaire de s'inscrire à l'avance pour pouvoir y participer. N'hésitez pas à nous téléphoner (au (1)42.97.42.57) pour nous demander l'envoi de la documentation complète.

COMMUNIQUE

Comme chaque année, les Amis de la Maison de France célébreront le bon roy Henri à leur manière. Selon une coutume royaliste du XIX^{ème} siècle, nous déposerons la traditionnelle gerbe devant la statue équestre du Pont-Neuf à Paris, le 14 juillet prochain (la saint Henri traditionnelle). Rendez-vous à 17 heures devant la statue.

Aberration

« Le Monde » du 15 juin a publié un communiqué du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) annonçant l'exclusion de l'historien Pierre Broué à la suite de la conférence qu'il a donnée aux « Mercredis de la N.A.R. » pour présenter sa biographie de Trotski. A la suite de cette exclusion la N.A.R. a envoyé à la presse la déclaration suivante:

Mouvement démocratique, la Nouvelle Action royaliste ne conçoit pas sa réflexion et ses engagements sans leur mise à l'épreuve par un dialogue approfondi. C'est dans ce souci qu'elle accueille lors de ses réunions parisiennes du mercredi des personnalités politiques et des chercheurs de toutes tendances. Ceux-ci sont invités en raison de la qualité de leur réflexion, et la liberté d'expression est la seule règle des débats.

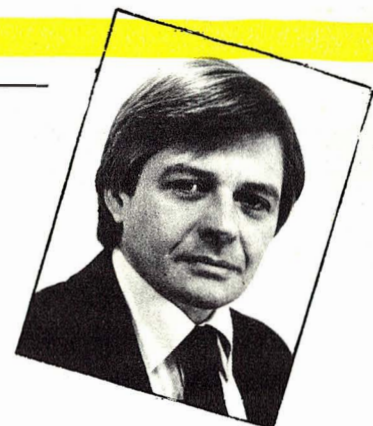
C'est dans cet esprit et selon ces principes que l'historien Pierre Broué a été convié à présenter sa biographie de Léon Trotski. Il serait absurde d'en conclure que la Nouvelle Action Royaliste est devenue trotskiste, ou que Pierre Broué a renié ses convictions. Il est aberrant qu'une exclusion sanctionne la présentation d'une recherche historique et la libre confrontation qui a suivi.

Numéro spécial

Comme tous les ans « Royaliste » suspendra sa parution pendant le mois d'août. Le dernier numéro à paraître avant les vacances (daté du 10 juillet) sera un numéro spécial vacances spécialement conçu pour nos nouveaux lecteurs. Nous souhaitons que nos lecteurs habituels contribuent à son succès. Ce numéro sera vendu au prix de 15 F, mais nous avons établi un tarif dégressif pour permettre une très large diffusion:

5 ex.: 60 F - 10 ex.: 100 F - 20 ex.: 180 F - 50 ex.: 350 F.

Afin de nous permettre d'ajuster le tirage, nous vous demandons de passer vos commandes dès aujourd'hui.



Il n'y a pas de printemps

Jusqu'aux premiers jours de juin, nous avons tous espéré que le mouvement du peuple chinois irait jusqu'à son terme, paisiblement. La répression sauvage et la terreur ordonnées par la caste dirigeante montrent malheureusement, en Chine comme naguère en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, que la révolte anti-totalitaire n'est ni irrésistible ni irrépressible.

Du moins pendant un certain temps. Lors du coup d'Etat du général Jaruzelski, nous avons écrit que le peuple polonais avait déjà, malgré les mesures de force qui lui étaient opposées, remporté la victoire. Il en est de même en Chine, pour une raison aussi simple que décisive: l'appareil d'Etat peut faire occuper militairement une ville, tuer et enfermer, contraindre au silence, mais il est incapable de reconquérir les cœurs et les esprits. Parce que le rêve communiste s'est effondré dans le sang, la sortie du système totalitaire qu'il avait engendré est inéluctable, aujourd'hui en Union soviétique, en Pologne, en Hongrie, demain ou après demain dans les autres pays qui avaient cru trouver dans le marxisme-léninisme le chemin d'une libération. Cela quels que soient les reculs, les lenteurs, les limites qui affectent ou modifieront le cours des choses.

Doit-on pour autant célébrer un nouveau printemps des peuples, saluer la naissance d'une aube nouvelle pour l'humanité? Gardons-nous de tels emportements. Il n'y a pas dix ans, dans les Amériques et en Europe, nombre de citoyens et de gouvernements vivaient dans la peur panique du communisme, affirmaient que son empire ne cesserait de croître, et dénonçaient comme otages ou complices ceux qui ne partageaient pas leurs analyses apocalyptiques. On sait combien cette hystérie feinte ou réelle couvrit d'injustices et de crimes. Et voici maintenant qu'on s'éprend d'un dictateur moscovite, béni par les media et présenté comme héros de la paix et de la démocratie. L'apologie naïve de M. Gorbatchev n'est pas plus rassurante que le culte stalinien puisque s'y trouvent effacés le jeu des intérêts, la logique de puissance, et finalement la politique en tant que telle.

Certes, pour les Russes et pour les citoyens des démocraties populaires, le réformisme gorbatchevien est infiniment préférable au délire stalinien et à l'immobilisme étouffant de Brejnev. Mais l'étau du Kremlin est à peine desserré qu'on ne peut déjà plus croire à l'avenir radieux d'une démocratie réalisée, ni même à l'évolution paisible de sociétés vivant en liberté surveillée. La violence totalitaire avait imposé le silence à des aspirations et à des passions qui, lorsqu'elles parvenaient à s'exprimer, étaient toutes parées de l'auréole de la résistance légitime. Les libertés démocratiques, nationales et religieuses semblaient alors se confondre dans une même revendication.

Il y avait là une illusion, qui se dissipe à mesure que la pression dictatoriale ou totalitaire se relâche. Nous avons bien été obligés d'admettre ce fait lorsque la dictature du Shah, en s'effondrant, a laissé la place à un radicalisme religieux. Et il n'a pas fallu longtemps pour que la perestroïka soviétique soit confrontée à de sanglants conflits ethniques au sein de certaines républiques. Sommes-nous sûrs que des revendications nationalistes, jamais étrangères aux facteurs religieux, n'apparaîtront pas en Europe centrale et orientale où l'ordre impérialiste a depuis plus de quarante ans étouffé les anciens conflits sans détruire leurs racines? L'exemple de la Yougoslavie, toujours plus secouée par les passions nationales depuis la mort du maréchal Tito, n'est pas le seul qui puisse nous inquiéter. Entre Hongrois et Roumains, entre les Bulgares et leurs voisins, des affrontements sont possibles qui ne devront rien à l'idéologie et que les évolutions démocratiques probables pourront difficilement empêcher.

IDENTITES

La lente, trop lente désagrégation des systèmes totalitaires n'annonce pas un monde réconcilié, mais des situations instables, dangereuses et d'une très grande complexité. Aux temps de la guerre froide et jusqu'à ces dernières années, il paraissait possible de distinguer clairement le bien et le mal, symbolisés par quelques capitales magiques ou mau-

dites, de dénombrer les forces en présence, les avancées et les reculs. A cette confrontation idéologique succèdent de délicates questions politiques qui concernent l'identité des peuples et des nations, la légitimité du pouvoir qu'elles entendent se donner, le mode de règlement de leurs conflits extérieurs ou internes. Dans certains pays - l'Afghanistan, l'Iran - il est possible de recourir à une tradition historique demeurée vivante et incarnée, dès lors qu'elle s'affirmerait comme garantie de la démocratie retrouvée. Mais la monarchie n'est pas un produit qui peut être importé et de nombreux pays auront à se donner de nouvelles formes de légitimité et de sociabilité politiques - avec le double risque d'une reproduction artificielle d'un passé révolu et d'une auto-affirmation agressive à l'égard des autres ou de leurs propres minorités.

Cette réaffirmation des identités nationales, qui défait les anciennes perspectives, n'annonce pas la disparition des empires. Ce n'est pas parce que «l'Empire du Mal» naguère dénoncé par Ronald Reagan a pris le visage rassurant de M. Gorbatchev qu'il cesse d'être un empire. Et ce n'est pas parce que le dictateur moscovite réforme son pays et réduit son armement que sa politique devient d'une bienveillante neutralité à l'égard du reste du monde, et notamment de l'Europe. La logique de tout empire est dans l'expansion, ou du moins dans l'extension de son influence. M. Gorbatchev défend et défendra ses intérêts, sert et servira avant tout la puissance de son pays. Il serait inquiétant que cette vérité d'évidence ne retienne plus l'attention et qu'on se fie aveuglément à la stratégie gorbatchevienne en réclamant, comme le font les Verts, la dénucléarisation de l'Europe et l'abandon de notre force de dissuasion. Les grâces médiatiques et les propositions spectaculaires de l'homme du Kremlin masquent les véritables enjeux, qui touchent l'équilibre de l'Europe et l'indépendance de ses nations. Malgré les apparences, la France entre dans une période difficile. Il est heureux que ses institutions lui permettent de mener son jeu, et qu'elle ait pour ce faire un chef d'Etat lucide et décidé.

Bertrand RENOUVIN